

## CLASSEMENT DES DESTINATIONS ESTIVALES D'EBOOKERS Alger à la deuxième place

L'agence de voyage Ebookers vient de publier le classement de ses destinations estivales. Après New York qui vient en tête du classement, Alger occupe la 2<sup>e</sup> place, comme la destination de choix dans le pourtour méditerranéen.

En effet, Ebookers affirme que cette région a été, encore une fois, bien représentée cette année, avec Athènes à la 7<sup>e</sup> place, Istanbul à la 8<sup>e</sup> place et Barcelone à la 10<sup>e</sup> place.

Le Portugal, quant à lui, s'est, distingué une seconde fois avec deux villes dans le top 10, à savoir Lisbonne à la 4<sup>e</sup> place et Porto à la 9<sup>e</sup> place. Par contre, l'agence indique que «les destinations long-courrier ont moins séduit cette année, avec 3 villes seulement dans le top 10 contre 6 l'an dernier».

Quant à la troisième place, elle est revenue à Bangkok, «destination toujours en vogue chez les clients d'Ebookers», souligne l'agence.

M. M.

## LE P/APC DE DÉLY-IBRAHIM DESTITUÉ, DÉNONCE :

# «Je suis victime d'une hogra»

**«Je suis victime d'une hogra. C'est un véritable coup d'Etat». M. Brahim Sedrati, qui vient d'être destitué de son poste de président de l'APC de Dély-Ibrahim est en colère. Il demande au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales d'ouvrir une enquête et de faire la lumière sur les dessous de ce «coup de force».**

**Abder Bettache - Alger**

(Le Soir) - En animant hier une conférence de presse, le maire destitué s'interroge sur «quelle base juridique s'est appuyé le wali délégué pour soutenir la demande de destitution engagée par les autres élus» et de s'interroger : «Jusqu'à ce jour, je n'ai pas compris les raisons de leur demande de destitution».

En parfait orateur et plaidant parfaitement sa cause, M. Sedrati rappelle les péripéties qu'il a vécu depuis son élection en novembre 2007 à la tête de l'APC de Dély-Ibrahim. «Ils m'ont ciblé depuis mon installation, sous prétexte j'agi en solo.»

«C'est archi-faux. Ils sont à la tête des trois vice-présidences et président

les différentes commissions, sans compter le fait qu'ils ont participé à toutes les plénières et pris part à toutes les délibérations», explique-t-il.

Mais il n'en demeure pas moins que pour l'ex-président d'APC de Dély-Ibrahim, «les tentatives de déstabilisation ont vu le jour au lendemain de mon refus d'accorder des privilèges dans le domaine du foncier. Tout le monde était au courant, y compris le wali délégué».

Sur un autre registre, le conférencier dira que «le premier magistrat de la wilaya d'Alger n'a pas été

totale ou parfaitement informé de la situation qui a prévalu au niveau de la commune de Dély-Ibrahim.

Tous les documents sont en ma possession et je dispose de toutes les preuves faisant état du coup monté de toutes pièces contre ma personne.

Moi, je suis élu par la population et aujourd'hui, c'est cette même population qui est victime de tous ces agissements qui menacent le véritable exercice démocratique». «Je suis légaliste. Mais je veux qu'on fasse la lumière sur cette affaire », a-t-il conclu.

A. B.

## ORGANISÉE PAR LE CCF D'ORAN, EN PRÉSENCE DU CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE

# Une exposition sur l'olive et l'oléiculture

**Organisée par le CCF d'Oran et réalisée par le centre scientifique d'Orléans, une exposition interactive sur l'olive, les oliviers et l'olivieraie s'est tenue à la salle de la bibliothèque centrale du campus universitaire de Mourad-Taleb (ex-IGMO) du 12 au 27 octobre.**

C'est en présence du nouveau consul général de France, M. Jean-Louis Soriano, du directeur du Centre culturel français et

de nombreuses personnalités œuvrant dans le domaine de l'oléiculture que le vernissage de cette exposition intitulée «l'Olivier en

Méditerranée» a eu lieu ce lundi.

En fait, Oran constitue une des escales effectuées par ledit centre scientifique français qui a sillonné de nombreux pays de la Méditerranée, passant par entre autres villes, Ghaza.

«C'est dans l'objectif de créer une augmentation de la production d'olives de table et de l'huile d'olive, de par la forte médiatisation de ses bienfaits sur la santé que cette exposition a été mise en place», soulignent les organisateurs.

Pour M. Bekhtaoui Saïd, producteur d'huile d'olive, «l'Algérie dispose d'un terrain et d'un climat idéaux pour la culture de ce genre d'arbres fruitiers, qui aime la chaleur et pousse le mieux dans des zones de basse altitude». Selon notre interlocuteur,



Photo : DR

«l'Algérie constitue l'un des pays grands producteurs de cet aliment».

Selon le directeur du CCF, l'exposition se poursuivra également au lycée

Lotfi d'Oran, pour une autre semaine, après sa clôture à l'IGMO. Ben Aziz

## LES CHÂTIMENTS CORPORELS DANS LES ÉCOLES SE MULTIPLIENT

# À quand le bannissement de telles pratiques ?

**«Mon fils, qui est en 2<sup>e</sup> année moyenne, ne veut plus aller en cours ! c'est un adolescent qui n'est pas difficile, mais aujourd'hui avec ce qu'il nous raconte, on ne sait plus quoi faire !»**

C'est l'expression du désarroi de parents, qui ne sont pas des cas isolés, face à la violence d'enseignants à l'encontre d'élèves. Ces parents nous expliquent que leur fils craint chaque jour de se voir «corriger» par un prof au cas où il ne saurait répondre. «Il a vu plusieurs de ses camarades de classe frappés et humiliés parce qu'ils n'avaient pas fait leurs devoirs ou qu'ils n'avaient pas su répondre !

Aujourd'hui, il nous a avoué avoir choisi de ne plus rien dire en classe, de se faire le plus discret possible. Il est devenu renfermé, ne s'exprime plus et, bien sûr, ses résultats scolaires sont en chute....».

Un enfant à l'évidence brisé psychologiquement par la pédagogie toute particulière de certains enseignants qui se croient au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, car ici il s'agit de témoignages sur les châtiments corporels

que subissent des élèves, quel que soit le palier et donc quel que soit leur âge.

Ces témoignages sont légion, comme celui d'une autre mère de famille qui veut elle aussi garder l'anonymat et qui refuse même que l'on cite le nom du CEM se trouvant à Es-Sedikkia, un quartier d'Oran qui n'a pas la réputation d'être difficile.

«Chaque jour, ma fille me raconte le nombre de gifles infligées par une enseignante de mathématique aux garçons comme aux filles. La dernière fois, elle m'a demandé ce qu'el-

le devrait faire au cas où elle aussi serait frappée ?»

Le châtiment corporel est un phénomène récurrent dans «l'école algérienne» et personne ne veut l'aborder de manière franche, encore moins l'administration, qui se réfugie derrière des textes et des règlements, jamais appliqués.

«Les châtiments corporels sont interdits, les parents ont la possibilité de déposer une réclamation à notre niveau ou des plaintes», avons-nous souvent entendu à la direction de l'éducation. Chez les

enseignants, l'on se trouve des excuses : «Les élèves sont souvent mal élevés, ils ne respectent pas l'enseignant et perturbent les cours» ou encore, en dernier ressort, «des parents nous disent allez-y vous pouvez frapper mon enfant s'il ne travaille pas bien».

Du côté des parents, si certains vous disent qu'une bonne gifle ne fait pas de mal, et vous rappellent qu'eux-mêmes, à leur époque, ils ont en essuyé des coups, et qu'aujourd'hui ils se portent bien, d'autres ont peur de réagir et de se plaindre craignant,

à juste raison, que leurs enfants ne soient par la suite «cassés» en guise de représailles. Ces réactions sont certes le reflet de la société, des maux et des bouleversements qu'elle subit, mais cela ne doit pas pour autant empêcher tout un chacun d'agir contre ce type de comportement.

C'est un problème aussi grave que celui de la surcharge des classes, l'aménagement du rythme scolaire, le contenu des programmes, les droits socio-professionnels des enseignants.

Fayçal M.